



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.164/21
17 août 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR
LES STOCKS DE POISSONS DONT LES
DÉPLACEMENTS S'EFFECTUENT TANT
À L'INTERIEUR QU'AU-DELÀ DE
ZONES ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES ET
LES STOCKS DE POISSONS GRANDS
MIGRATEURS

Quatrième session
New York, 15-26 août 1994

DÉCLARATION FAITE PAR LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE LORS DE L'OUVERTURE DE LA QUATRIÈME SESSION (15 AOÛT 1994)

1. Je vous souhaite la bienvenue à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives et les stocks de poissons grands migrants.
2. Cette quatrième session est importante. Elle est importante parce que la Conférence devra prendre dans les jours qui viennent certaines décisions capitales. Ces décisions ne détermineront pas seulement dans l'immédiat l'orientation de nos travaux, elles montreront également si nous avons vraiment la volonté d'éviter que les ressources biologiques des océans ne soient décimées par une exploitation anarchique. De ce que nous déciderons dépend, en un mot, le sort de la pêche mondiale.
3. Cette session est importante aussi du fait qu'elle précède de très peu l'entrée en vigueur de la Convention sur le droit de la mer, adoptée par les Nations Unies en 1982. Cette prise d'effet de la Convention sera un événement insigne, qui marquera de la part des nations une volonté nouvelle, la volonté commune d'instaurer un ordre des océans, lequel repose essentiellement sur la protection et la préservation des étendues marines du monde et sur l'exploitation rationnelle de leurs richesses. En donnant suite dans la lettre et dans l'esprit à la Convention, qui contient en puissance beaucoup de moyens d'action, la communauté internationale pourra maintenant concrétiser pleinement le nouvel ordre que consacre cet instrument.
4. Il est bon de rappeler que lors du Sommet de Rio, nos dirigeants ont reconnu que jusqu'à présent, la communauté internationale n'avait pas su gérer les richesses halieutiques de la planète. Les problèmes ont été recensés dans Action 21 : carences de la gestion des pêcheries, surexploitation de certains

stocks, absence de réglementation, suréquipement, flotte trop importante, pavillons de complaisance pour échapper aux contrôles, usage insuffisamment sélectif des engins de pêche, bases de données peu fiables et surtout, ce qui me paraît encore plus important que tout le reste, manque de coopération entre les États. La Conférence a pour mission d'apporter des réponses à ces problèmes.

5. Le constat, d'emblée, est que la formule de la réglementation volontaire de la pêche est un échec. Les États pêcheurs, en particulier ceux où se pratique la pêche commerciale à grande échelle, n'ont pas essayé, qu'ils soient côtiers ou non, de préserver et de gérer les ressources halieutiques comme ils le doivent. Ils n'ont pas établi de réglementation, leur législation est insuffisante ou n'est pas appliquée de manière suffisamment rigoureuse, et en subventionnant largement une industrie nationale de la pêche qui opère dans ces conditions, ils encouragent activement l'anarchie qui commence à régner sur les océans. Les principaux États producteurs halieutiques et les entités économiques régionales versent plus de 50 milliards de dollars par an à un secteur qui est déjà largement suréquipé.

6. Avec des subventions aussi massives, la flotte de pêche mondiale en est arrivée ces 20 dernières années à augmenter deux fois plus vite que le volume des prises. Or celui-ci, après avoir atteint un maximum de 86 millions de tonnes en 1989, n'est jamais remonté à ce niveau, et même n'a cessé de diminuer depuis cette époque, malgré tous les efforts; mais les capacités de la flotte, elles, sont restées ce qu'elles étaient, excessives, et continuent de compromettre fortement la préservation des ressources halieutiques, c'est-à-dire, en fin de compte, l'économie du secteur de la pêche lui-même.

7. La communauté internationale devra bien se rendre compte aussi que cette ardeur à exploiter les richesses des océans autant qu'on le peut pendant qu'on le peut est absolument inconciliable avec la réalité, qui est que ces richesses ne sont pas inépuisables.

8. Une pêche non réglementée est la porte ouverte à une exploitation effrénée, selon ce sophisme qui veut que le poisson que l'on ne prend pas sera de toute façon pêché par quelqu'un d'autre. La liberté de pêche n'a pas donné les résultats espérés. Les États ne tiennent pas compte du fait que le droit de pêche en mer est un droit conditionnel, en haute mer comme dans une zone économique exclusive. C'est un droit qui s'assortit du devoir de gérer et de conserver les richesses marines, afin que le reste de la planète et les générations futures puissent aussi en avoir leur part. Le droit de pêche est par conséquent une sorte de droit fiduciaire, les États s'apparentant à des "régisseurs". S'ils abusent de la confiance mise en eux, ils commettent un acte antisocial. Déjà, la communauté internationale a complété la Convention sur le droit de la mer en réglementant d'autres domaines où pourrait s'exercer un comportement antisocial, disposant par exemple pour parer au trafic des drogues, ou au transport et à la contrebande de déchets industriels. Les activités de pêche qui donnent lieu à des pratiques inconsidérées ne sauraient faire exception. Le monde attend de la Conférence qu'elle aboutisse à des résultats concrets, qui doivent absolument amener un changement des comportements si l'on veut éviter une crise générale de la pêche.

9. Pour produire l'effet espéré, ces résultats de la Conférence devront comporter un certain nombre d'éléments qui sont essentiels :

a) Il faut établir des règles minima de conservation et de gestion des ressources halieutiques suffisamment détaillées, et que tous les pays seront censés appliquer;

b) Il faut que les règles de conservation et de gestion applicables dans les zones économiques exclusives et la haute mer adjacente soient cohérentes et compatibles, afin de ne pas nuire à l'unité biologique que forment les stocks de poissons et leur habitat;

c) Il faut prévoir un dispositif efficace pour surveiller si ces règles sont appliquées, et, le cas échéant, les faire respecter;

d) Il faut créer un cadre de coopération régionale, universellement accepté, qui permette d'assurer la conservation et la gestion des ressources halieutiques, en respectant les conditions propres à chaque région, comme l'envisage la Convention sur le droit de la mer;

e) Il faut établir, dans le respect de la Convention sur le droit de la mer, un dispositif de règlement des différends dont les décisions seront contraignantes, tout en laissant aux parties en désaccord suffisamment de latitude pour qu'elles puissent recourir au dispositif de leur choix.

10. D'après les entretiens et consultations que j'ai eus avec de nombreux participants à la Conférence, je pense que ce sont des résultats de cette nature qu'ils attendent de nos délibérations. C'est aussi ce qu'attend l'opinion. La Conférence n'aura vraiment abouti que si ses travaux produisent des effets. Sinon, nous repartirons à zéro, c'est-à-dire que nous reviendrons au système de l'autoréglementation, dont on sait ce qu'il a donné. La Conférence ne doit pas éluder cette importante question et il faut qu'elle décide sans tarder.

11. Quelle que soit cette décision, nous devons parvenir à des conclusions positives et acceptables. Il n'y a pas d'autre moyen d'éviter une totale anarchie dans les affaires de la mer. Nous ne pouvons pas laisser les initiatives unilatérales se substituer à une solution multilatérale. Ce serait un formidable recul pour le nouvel ordre des océans, qui instaure un juste équilibre entre les droits et les devoirs des États, fonde le droit général de la mer sur des bases sûres et dispose pour que les étendues marines et leurs richesses puissent être exploitées pacifiquement.

12. Depuis la première session de la Conférence, il y a deux ans, nous avons vu se dégrader la situation générale de la pêche. Nous avons vu des stocks de poissons réduits à néant dans les parages les plus riches du monde. Nous avons vu des saisons de pêche se terminer prématurément à cause de la rareté du poisson. Nous avons vu en maints endroits du monde les tensions opposer des pêcheurs de différentes nationalités ou des États et les navires de guerre recommencer à escorter les flottes de pêche. Nous avons vu des navires emprunter des pavillons de complaisance pour essayer de tourner des mesures de conservation justifiées, provoquant malheureusement des réactions unilatérales.

/...

13. Nous ne pouvons imputer le rapide appauvrissement des stocks aux seuls facteurs biologiques. Cet appauvrissement est très largement le résultat des abus de l'homme. Nous ne devons nous en prendre qu'à nous lorsque des tensions internationales se créent autour de pêcheries, et nous ne pouvons pas attendre des pêcheurs du monde qu'ils se conduisent avec toute la mesure voulue si nous-mêmes, les représentants des États, ne réussissons pas de notre côté à définir ensemble des normes suffisantes pour réglementer efficacement la pêche dans le monde, en particulier la pêche en haute mer. Si nous n'y parvenons pas, la situation deviendra encore pire, bien pire. Par conséquent, ne perdons pas de temps, agissons hardiment, constructivement et concrètement face aux problèmes que nous avons à résoudre. C'est la mission qui nous a été assignée et la communauté internationale n'en attend pas moins de nous. J'ajoute que certaines délégations n'ont pas les moyens de suivre des négociations qui n'en finiraient pas et je comprends tout à fait leur situation. Et nous ne devons pas non plus, par des délais indus, laisser se produire de nouvelles réactions unilatérales.

14. Nous avons durant les trois premières sessions recensé les problèmes que posent la gestion et la conservation des stocks de poissons dont les parcours s'étendent sur plusieurs zones à la fois ou qui migrent sur de très longues distances. Nous avons cherché des solutions. Les difficultés ont été cernées dans le texte de négociation établi par le Président et qui a été révisé aux réunions successives pour refléter les débats et négociations.

15. La dernière en date de ces versions révisées, qui porte la cote A/CONF.164/13/Rev.1, a été publiée le dernier jour de la session de printemps. Les délégations vont donc pouvoir commencer à faire connaître leurs observations. J'ai pu moi-même réfléchir sur ce texte à la lumière des consultations que j'ai eues avec certains d'entre vous entre les deux sessions et je pense que l'on peut l'améliorer sur certains points. Vous en connaissez en grande partie la teneur et il me semble que vous êtes largement d'accord sur bien des points. Mais certaines des questions auxquelles nous n'avons pas encore trouvé de solution ne pourront être réglées qu'une fois que la Conférence aura décidé de la forme à donner aux résultats de ses délibérations. Il est impératif, si nous voulons avancer, de discuter de cet aspect et de prendre une décision le plus rapidement possible, en tout cas d'ici à la fin de cette semaine. Ce n'est qu'après avoir décidé d'un commun accord de la forme sous laquelle nous devrions présenter la solution aux questions mises à l'étude que nous pourrions utilement réviser le texte de négociation.

16. Je propose par conséquent, après avoir consulté les membres du bureau, d'organiser les travaux de cette session de la manière suivante :

a) La plénière tiendrait immédiatement des séances officielles pour entendre les observations générales que les délégations pourraient éventuellement vouloir présenter au sujet du texte de négociation révisé A/CONF.164/13/Rev.1. Ces observations devraient être brèves et si possible être toutes présentées cet après-midi;

b) La Conférence passerait alors à l'examen du texte de négociation, section par section plutôt que paragraphe par paragraphe. Il serait souhaitable que les observations des délégations portent sur des dispositions précises.

/...

Nous devrions essayer autant que possible de terminer cette partie des travaux d'ici à mercredi;

c) À la fin de l'examen en première lecture du texte de négociation, la Conférence devrait étudier sous quelle forme elle présentera les résultats de ses délibérations, afin que les éventuelles révisions au texte de négociation puissent être conçues en conséquence. J'ouvrirai des consultations à ce sujet et je reviendrai sur la question jeudi;

d) Après l'examen en première lecture, le Président entamera des consultations officieuses sur les points où on aura jugé qu'il peut y avoir amélioration, étant toujours entendu que la plénière sera tenue au courant;

e) Nous devrions autant que possible essayer d'avoir au début de la deuxième semaine de cette session un texte révisé prêt pour l'examen.

Ce programme de travail a été conçu comme un simple guide et il sera appliqué avec souplesse, en tenant compte des éléments qui apparaîtront à mesure que la session avancera.

17. Nous avons une immense tâche devant nous. Mais je suis sûr qu'avec votre coopération, et l'assistance de nos très distingués et très capables collègues du bureau, nous pouvons accomplir beaucoup de choses.

18. Je vais commencer par vous demander si vous approuvez le programme de travail que j'ai proposé.
